



Il y a 20 ans, l'expulsion des sans-papiers de l'église St Bernard. Et depuis ?

Le 23 août 1996, le gouvernement Juppé envoyait les CRS défoncer à coups de hache la porte de l'église St Bernard, occupée par des sans-papiers qui exigeaient leur régularisation. 210 avaient été placés en rétention administrative à Vincennes à la suite de cet acte de violence, qui est depuis devenu un des symboles de la lutte des sans-papiers et des organisations qui les soutiennent. Un symbole, en dépit ou à cause de tous les exemples d'arrestations massives, de répression et de violences policières qui se sont déroulées depuis ?

Depuis Debré, Chevènement, Vaillant, Sarkozy, Villepin, Baroin, Alliot-Marie, Hortefeux, Guéant, Valls et Cazeneuve se sont succédés place Beauvau, dans l'outrance sécuritaire et répressive. Si la droite brille par la constance de ses discours et de ses attaques, tout particulièrement contre l'AME, la gauche ne s'est pas plus retenue d'expulser à tour de bras.

Cet été, la pression policière est particulièrement forte, à l'égard des migrantEs, de leurs soutiens et de leurs mobilisations, des campements ont été vidés, à Stalingrad notamment, des mobilisations de soutien réprimées. D'autres étés l'avaient également été, en 2005 par exemple.

Act Up-Paris a toujours soutenu la mobilisation pour les droits et la santé des migrantEs. Nous sommes notamment opposés aux expulsions des étrangèrEs malades, dont le nombre a explosé durant le quinquennat de François Hollande, vers des pays où les traitements ne sont pas accessibles ou abordables pour cELLEux-ci et nous martelons que la précarité et la répression sont des facteurs de contaminations et entravent l'accès aux soins et leur continuité. Les résultats récents de l'étude PARCOURS le démontrent encore, quand plus du tiers voire la moitié des migrantEs séropos en France se sont contaminés ici et non dans leur pays d'origine.

En ce bien sinistre 20ème anniversaire et face à l'extrême difficulté de la situation actuelle et de ses urgences, se mobiliser chaque jour, dans la rue, dans les tribunaux, face aux administrations, sur les lieux occupés par les migrantEs s'impose : ceci s'est fait notamment au coeur de l'été et doit continuer

Ni répression, ni expulsions, régularisation de toutEs les sans-papiers, sécurisation des titres de séjours (en sens inverse des évolutions récentes du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ou *CESEDA*), accueil, accompagnement, facilitation des démarches pour l'Aide Médicale d'Etat (AME) et la Protection Universelle Maladie (PUMa), accès facilité au statut de réfugiéE, etc...20 ans après Saint-Bernard, la liste de nos exigences est toujours aussi longue, leur caractère d'urgence aussi grand !